



CHAPITRE 115

Loi modifiant la charte de la ville de
Black Lake

[Sanctionnée le 19 décembre 1956]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Black Lake a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 8 Édouard VII, chapitre 101, modifiée par les lois 24 George V, chapitre 103; 12 George VI, chapitre 73, et 14-15 George VI, chapitre 96, soit de nouveau modifiée afin que de plus amples pouvoirs lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Black Lake, en ajoutant après l'article 439, le suivant:

Taxe
d'eau au
cas d'un
lot cadas-
tré non
bâti.

"439a. Dans le cas d'un lot cadastré mais non bâti, la taxe d'eau peut être imposée sur une lisière de cent pieds en profondeur de ce lot en front d'un chemin, d'une rue ou avenue, suivant la valeur réelle de ladite lisière portée au rôle d'évaluation, mais le montant annuel de ladite taxe ne devra pas excéder vingt-cinq dollars, pourvu que les maîtres tuyaux des systèmes d'aqueduc et d'égout soient établis dans le chemin, rue ou avenue en front de tel lot non bâti. Quelle que soit la valeur de ladite lisière, le montant annuel

CHAPTER 115

An Act to amend the charter of the town
of Black Lake

[Assented to, the 19th of December, 1956]

Preamble.

WHEREAS the town of Black Lake has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 8 Edward VII, chapter 101, amended by the acts 24 George V, chapter 103; 12 George VI, chapter 73, and 14-15 George VI, chapter 96, be again amended, so as to grant it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Black Lake, by adding after section 439, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 439a,
added
for town.

"439a. In the case of a lot recorded on the cadastre but not built upon, the water-rate may be imposed on a strip of one hundred feet in depth of such lot fronting a road, street or avenue, according to the real value of such strip entered on the valuation roll, but the annual amount of the said rate shall not exceed twenty-five dollars, provided that the main pipes of the waterworks and sewer systems be established in the road, street or avenue fronting such lot not built upon. Whatever may be the value of the said

Water
rate in
case of
recorded
lot not
built
upon.

de la taxe ci-dessus mentionnée, ne devra pas être inférieur à cinq dollars."

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
ville.

2. L'article 64 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 39, est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Dépenses
et frais de
voyage.

"**64.** Le conseil peut décréter, par résolution, que le maire recevra une somme annuelle de huit cents dollars et chacun des échevins une somme annuelle de quatre cents dollars à titre de dépenses inhérentes à leur charge respective, en plus des frais de voyage, à mêmes les fonds généraux de la ville."

Pension
autorisée.

3. La ville de Black Lake paiera à toute personne, qui, prendra sa retraite après avoir rempli pendant au moins vingt-neuf ans la fonction de secrétaire-trésorier de la ville de Black Lake, une pension annuelle, sa vie durant, de mille deux cents dollars, payable par versements mensuels et égaux le premier de chaque mois.

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

4. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 32°, le paragraphe suivant :

Eau et
égouts
requis.

"**32°a** Pour refuser les permis de constructions sur les rues où il n'y a pas encore de conduite d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable, à la satisfaction du conseil, qu'il sera pourvu pour la construction projetée à un approvisionnement d'eau potable et à un genre d'égouts sanitaires, convenables et suffisants."

S.R.,
c. 235,
a. 2, am.
pour la
ville.

5. Le paragraphe 3 de l'article 2 de la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 235) est remplacé, pour la ville, par le suivant :

"officier
municipal".

"**3°** Les mots "officier municipal" désignent le directeur de la police d'une telle municipalité, ou la personne qui remplit dans la municipalité des fonctions analogues et le secrétaire-trésorier."

strip, the annual amount of the rate above-mentioned shall not be less than five dollars."

2. Section 64 of the Cities and Towns Act, amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 39, is replaced, for the town, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

"**64.** The council may direct, by resolution, that the mayor shall receive an annual sum of eight hundred dollars and each alderman an annual sum of four hundred dollars for expenses inherent in their respective offices, in addition to travelling expenses, out of the general funds of the town."

Travelling
expenses,
etc.

3. The town of Black Lake shall pay to every person who, retires after holding for at least twenty-nine years the office of secretary-treasurer of the town of Black Lake, an annual pension, during his lifetime, of one thousand two hundred dollars, payable by equal, monthly instalments on the first of each month.

Pension
author-
ized.

4. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 32, the following paragraph :

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"**32a.** To refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed, unless it is first shown to the satisfaction of the council that the proposed structure will be provided with a supply of drinking-water and a type of sewers that are sanitary, suitable and adequate."

Water
and
sewers
required.

5. Paragraph 3 of section 2 of the Municipal Officers Dismissal Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 235) is replaced, for the town, by the following :

R.S.,
c. 235,
s. 2, am.
for town.

"**3.** The words "municipal officer" mean the director of police of such a municipality, or the person performing similar duties in the municipality and the secretary-treasurer."

"municipal officer".

S.R.,
c. 233,
s. 502a,
aj. pour
la ville.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 502, le suivant:

Avis de
change-
ment de
locataire,
etc.

"**502a.** Tout locataire ou occupant sujet à la taxe de locataire ou d'occupant, doit donner avis au secrétaire-trésorier de la ville qu'il abandonne ou quitte le local sujet à la taxe de locataire ou d'occupant. S'il ne le fait pas, il reste sujet à ladite taxe tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas donné ledit avis, à moins qu'il apparaisse, par la confection d'un nouveau rôle d'évaluation, qu'il a effectivement quitté le local en question. Le conseil, après avoir reçu l'avis, sur preuve suffisante, peut rayer le nom de l'ancien locataire ou occupant et inscrire celui du nouveau."

Immeuble
pour fins
municipi-
pales, etc.

7. Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, la ville pourra acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales, manufacturières ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser cinquante mille dollars.

Location
ou vente.

8. La ville est autorisée à louer ou à vendre lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant six pour cent d'intérêt sur le coût de construction.

Emprunt.

9. Pour les fins susdites, la ville pourra emprunter une somme n'excédant pas cinquante mille dollars par un règlement d'emprunt conformément aux prescriptions et formalités de la Loi des cités et villes et de la Loi des dettes et emprunts municipaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 217).

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 502, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 502a,
added
for town.

"**502a.** Any tenant or occupant subject to the tenant's or occupant's tax shall give to the secretary-treasurer of the town a notice that he abandons or leaves the premises subject to the tenant's or occupant's tax. If he does not do so, he shall remain subject to the tax as long as he has not given the said notice, unless it appears by the making of a new valuation roll that he effectively left the premises in question. The council, after receiving the notice and on sufficient evidence, may strike out the name of a former tenant or occupant and enter therein the name of the new one."

Notice of
change of
tenant,
etc.

7. Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, the town may acquire, erect and maintain one or more immovables to be used wholly or in part for municipal, manufacturing or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed fifty thousand dollars.

Immove-
able for
municipal
purposes.

8. The town is authorized to sell or rent the said immovables upon such conditions as it shall determine provided that the selling price is not less than the cost of the said immovables and the rent is not less than the amount representing interest at six per cent on the cost of construction.

Lease or
sale.

9. For the above purposes, the town may borrow a sum not exceeding fifty thousand dollars by a loan by-law in conformity with the requirements and formalities of the Cities and Towns Act and the Municipal Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1941, chapter 217).

Loan.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.